

Questions orales

M. David Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Madame la Présidente, j'ai moi aussi une question pour le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Il y a près de 120 000 Albertains au chômage à l'heure actuelle. Par coïncidence, la banque d'alimentation d'Edmonton sert à elle seule près de 120 000 personnes par an grâce, en grande partie, à la politique économique du gouvernement, à la TPS et à une très mauvaise politique de stabilisation.

Dans de telles circonstances, le ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi il n'a pas consulté les gouvernements provinciaux respectifs en ce qui concerne précisément ce dont nous parlons aujourd'hui, à savoir l'exclusion des travailleurs qui acceptent des prestations de départ?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, je viens juste de dire que l'assurance-chômage n'était que l'un des instruments dont nous disposons dans notre arsenal pour aider les gens à s'adapter au nouvel ordre économique. Il est bien entendu qu'en cas de rationalisation, de restructuration et de compression des effectifs, les gens ne quittent pas leur poste de leur plein gré. Je l'ai dit et je le répète.

Dans le passé, nous avons pris des mesures pour aider ces personnes à réintégrer le marché du travail et nous le ferons encore car c'est ça qui est important.

On peut dire tout ce qu'on voudra, mais, ces dernières années, il n'y a pas eu un seul gouvernement qui en ait fait autant pour les travailleurs canadiens et nous ne nous arrêterons pas là.

M. David Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Madame la Présidente, le ministre n'a toujours pas répondu à la question qu'un grand nombre d'entre nous de ce côté de la Chambre lui avons posée.

Selon un récent sondage, environ un Albertain sur cinq serait encore disposé à voter pour le gouvernement conservateur. Je n'arrive vraiment pas à comprendre comment ça se fait.

Le ministre nous dira-t-il pourquoi il n'est pas prêt à écouter l'un des rares Albertains qui ose encore se montrer en public au côté de ce gouvernement, à savoir notre premier ministre temporaire?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, les Canadiens ne se laisseront pas leurrer. Ces gens d'en face, les libéraux

et les néo-démocrates se moquent bien des chômeurs. Ils se moquent de l'économie. Ils se moquent du taux d'imposition. Ils se moquent du déficit. Ils se moquent de ceux qui doivent payer la facture, les gens en chair et en os, les contribuables.

M. Mills: Il n'y a plus d'argent dans la caisse du PATA.

M. Valcourt: Ils prennent la parole à la Chambre et demandent au gouvernement de ne pas tenir compte de la réalité. Et la réalité c'est qu'à moins que ces mesures ne soient prises de façon équitable, il faudra augmenter les impôts ou laisser gonfler le déficit avec l'influence catastrophique que cela aura sur les taux d'intérêt, ce qui étouffera la reprise; et ça, nous ne le ferons pas, quoi qu'en disent les sondeurs d'opinion et les groupes d'intérêt spécial qu'ils courtisent.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, durant la période des questions, un peu plus tôt, le vice-premier ministre a mentionné que le ministre des Pêches était en transit. Il est certainement en transit, quelque part entre le XIX^e et le XX^e siècles.

Voici ce qu'il a dit hier soir: «Apparemment, toute personne qui quitte un emploi est victime de harcèlement sexuel.» Puis, pendant que ses auditeurs se tordaient de rire, il a ajouté que s'il lui arrivait d'être victime de harcèlement sexuel, il voudrait «que tout le monde sache que l'on m'a rendu un tel hommage».

Étant donné cette déclaration scandaleuse, voici ce que je veux demander au ministre de l'Emploi. Est-il d'avis que l'interprétation du ministre des Pêches quant à la réglementation proposée de l'assurance-chômage montre bien que le projet de loi comporte de graves lacunes et que les femmes seront en position d'extrême vulnérabilité lorsqu'elles feront état de harcèlement sexuel et qu'elles voudront en faire la preuve, si telle est l'attitude du gouvernement à l'égard de ce projet de loi?

• (1140)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, j'ai déjà répondu à une question à ce sujet, mais je répéterai, pour répondre à l'interprétation de la députée et à celle du chef adjoint du Parti libéral, que cette déclaration ne correspond pas du tout à la politique gouvernementale.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, les antécédents de ce ministre révèlent qu'il a souvent fait de telles déclarations à l'encontre des femmes et il les a répétées à maintes reprises depuis que je suis à la Chambre des communes.